

Droits de l'homme, combats du siècle, Sous la direction de
Gilles Manceron et Madeleine Rebérioux, Paris, Seuil-BDIC,
2004, 260 p.

Michel Dreyfus

Numéro 293, juillet 2004

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1022101ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1022101ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut de l'économie sociale (IES)

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dreyfus, M. (2004). Compte rendu de [*Droits de l'homme, combats du siècle*, Sous la direction de Gilles Manceron et Madeleine Rebérioux, Paris, Seuil-BDIC, 2004, 260 p.] *Revue internationale de l'économie sociale*, (293), 102–102.
<https://doi.org/10.7202/1022101ar>

NOTE DE LECTURE

Droits de l'homme, combats du siècle
*Sous la direction de Gilles Manceron
et Madeleine Rebérioux, Paris,
Seuil-BDIC, 2004, 260 p.*

Ce livre accompagne une exposition organisée au musée d'Histoire contemporaine par la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) à l'hôtel national des Invalides, à Paris, exposition à voir de toute urgence. L'ouvrage retrace les multiples combats pour les droits de l'homme qui ont été menés en France depuis l'affaire Dreyfus : défense du droit d'asile, du droit des femmes, des droits sociaux, lutte pour l'abolition de la peine de mort, contre le fascisme, pour les droits des étrangers et des « indigènes » dans les colonies, lutte contre le colonialisme. La liste n'est pas close. On ne s'étonnera pas de rencontrer dans cet ensemble la Ligue des droits de l'homme. Elle y joue un rôle décisif, mais elle n'est pas la seule : d'autres organisations telles que le Mrap, Amnesty international ou le Secours populaire, pour n'en citer que certaines, apparaissent également.

Ce livre et ces luttes concernent directement l'économie sociale. Tout d'abord, parce que les acteurs de l'économie sociale ont toujours été attentifs aux droits sociaux du monde du travail et que, à leur manière, ils se sont souvent inscrits dans ce combat, parfois aux côtés

des organisations syndicales. Ensuite parce que ces mêmes acteurs sont aussi des citoyens que ces luttes n'ont jamais laissés indifférents. Pour ne prendre que quatre exemples, rappelons que Charles Gide a été élu au comité central de la Ligue des droits de l'homme en 1921, puis est devenu en 1927 l'un de ses cinq vice-présidents. Membre de la commission de contrôle de la Fédération nationale de la mutualité française en 1935, Robert Perdon fut également un responsable parisien actif de la Ligue des droits de l'homme. Combien de militants issus des mouvements coopératifs et associatifs, combien de mutualistes moins connus se sont-ils engagés et s'engagent-ils encore dans ces combats ? Sur un autre plan, la MGEN a lutté contre le colonialisme, en particulier durant la guerre d'Algérie ; elle a tout fait ensuite de ce qui relevait de sa compétence pour apporter son aide à la jeune nation algérienne en construction. La MGEN a également apporté un soutien, discret mais efficace, aux luttes du mouvement du Planning familial, dès la fin des années 50. Elle ne fut pas la seule et il faut souhaiter que de prochains travaux sur l'histoire des organisations de l'économie sociale retracent ces formes d'engagement trop peu connues. En attendant, profitons de ce livre d'histoire qui est aussi un livre d'actualité. C'est là tout son mérite.

Michel Dreyfus ●